

FLN

# Les contestataires maintiennent la pression

**Le Front de libération nationale entamera, demain dimanche, la campagne électorale la plus difficile et la plus incertaine de toute son histoire. Abdelaziz Belkhadem inaugurera ses sorties sur le terrain à partir du Grand Sud au moment où, à Alger, le comité central annoncera pour la deuxième fois ce samedi son retrait de confiance à l'actuel secrétaire général. Une première dans les annales.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Ceci, au moment où le Mouvement de redressement du FLN réunissait, jeudi dernier, dans son siège de Draria, ses candidats têtes de liste aux prochaines élections législatives ainsi que ses coordinateurs de wilaya.

Les «redresseurs» ont même programmé leur premier meeting électoral pour aujourd'hui samedi dans la wilaya de Médéa. La situation risque de se compliquer davantage en outre après la décision, prise tard dans l'après-midi d'hier vendredi, à l'issue d'une autre réunion tenue par les membres contestataires du comité central de maintenir leur rencontre pour

aujourd'hui samedi. Celle-ci est programmée au siège de la kasma du parti à Bourouba, à Alger.

Initialement prévue sous la forme d'une session du comité central qui devait annoncer la destitution de Abdelaziz Belkhadem et l'installation d'une nouvelle direction, cette initiative n'a pas fait consensus.

De très longs débats ont eu lieu, en effet, entre les partisans de la solution extrême que défend l'ancien ministre Boudjemaâ Haïchour et les partisans d'une solution politique et graduelle comme c'est le cas «des redresseurs» ou de l'actuel président de la Commission des affaires étrangères de l'APN,



Haïchour, partisan de la solution extrême.

Abdelhamid Si Affif. Ces derniers optent pour une solution Belkhadem ainsi qu'au bureau par étape et consistant en une proclamation officielle d'un retrait de confiance à Belkhadem ainsi qu'au bureau politique tout en ajournant la convocation du comité central

pour après les élections du 10 mai prochain.

Les deux parties sont finalement arrivées à s'entendre sur une solution médiane : pas question d'annuler le rendez-vous de ce samedi à Bourouba comme le demandaient certains mais en le transformant en un rassemblement ouvert à tous les cadres et militants du FLN et au cours duquel sera rendue publique une déclaration, comme ce fut le cas dimanche dernier au siège du parti à Hydra.

Face à une telle situation et à se fier à une source très bien informée, «les walis ont été instruits depuis mardi dernier d'interdire toute rencontre publique qu'organiseront des contestataires sans l'aval de la direction nationale du parti».

De même que notre source est catégorique : «Aucune direction parallèle ne sera reconnue. Du moins avant les élections.»

K. A.

## CONSEIL NATIONAL DU RCD

# Campagne soutenue pour le boycott des législatives

**«Boycotter, c'est assumer et relayer les luttes citoyennes qui se mènent dans les rues, les usines ou les universités», a affirmé le président du RCD, Mohcine Bellabas, hier vendredi, à l'ouverture des travaux de la session ordinaire du conseil national du parti, issu du 4<sup>e</sup> congrès.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - La décision du boycott du scrutin législatif ayant été prise et formalisée lors du dernier conseil national du parti d'avant 4<sup>e</sup> congrès, il s'est agi hier, pour les membres de l'instance délibérante entre deux congrès, de débattre des actions à mener sur le terrain pour amener le plus d'électeurs à bouder les urnes.

Dans son discours d'ouverture des travaux du conseil national, Mohcine Bellabas a mis en exergue l'impératif d'une mobilisation de chaque instant pour expliquer les

raisons du boycott. «Rien ne doit être laissé au hasard pour amener sereinement les Algériens à bouder ce scrutin infâme.

Car, s'il faut boycotter une élection, c'est bien celle du 10 mai 2012 qui voit l'indignité politique atteindre tous les sommets à travers les négociations abjectes des quotas, les marchandages vulgaires de places dans les listes qui évacue toute proposition programmatique.

Boycotter, c'est assumer et relayer les luttes citoyennes qui se mènent dans les rues, les usines et les universités», a-t-il

souligné. Le président du RCD a estimé que le pouvoir a choisi la voie du pire. «La voie de la répression sociale et politique ayant échoué, le pouvoir prend ouvertement le parti du pire.

En décidant de s'imposer, une fois de plus, à la volonté du peuple par la fraude et le chantage à l'islamisme, le régime expose la Nation à des développements imprévisibles (...), a souligné Bellabas, ajoutant que «(...) l'échec est tel que l'Etat n'arrive plus à réguler, corriger, protéger, résister, anticiper, investir...»

Le président du RCD n'est, par ailleurs, pas resté sans décrire une situation faite de désastres social et économique et un climat politique délétère. «La crise actuelle

pose fondamentalement la question du changement du système, dont la façade pluraliste ne fait guère illusion et qui, aux lieu et place d'une avancée sur les grands dossiers, s'illustre par l'immobilisme, le monologue, le retour des vieux réflexes de la censure et le recyclage de l'ancien personnel que notre histoire politique a disqualifié plus d'une fois.»

Notant que le Maroc a consacré, par voie référendaire, tamazight comme deuxième langue officielle, le président du RCD a appelé à la mobilisation solidaire pour hâter la réhabilitation, en Algérie, de tamazight dans sa triple dimension de langue, culture et histoire.

S. A. I.

## NAÂMA

# Des manifestants reviennent à la charge

Après les séries de manifestations tenues par des chômeurs, notamment devant le siège de l'Agence de l'emploi de Mécheria, et après avoir renouvelé une seconde fois leur protestation par l'installation d'une kheïma devant le siège de la wilaya, en observant une grève de la faim, voilà, que les protestataires reviennent à la charge, en observant un sit-in jeudi dernier devant la wilaya, mais cette fois-ci, les choses semblent monter d'un cran.

Ces derniers, qui disent être marginalisés des quotas d'emploi et de l'exclusion des bénéficiaires des logements ruraux, ont scandé et juré de tous les noms pour un suicide collectif à l'immolation, si aucune mesure ne serait prise par l'autorité.

Toutefois, après moult discussions avec les représentants des manifestants, une réunion est reprogrammée pour dimanche prochain entre les contestataires et le premier responsable de la wilaya, pour aboutir à une solution définitive aux doléances de ces citoyens.

B. Henine

## EN PRÉVISION DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

# Les candidats du PEP reçoivent les dernières consignes

**Le Parti de l'équité et de la proclamation (PEP) a réuni hier ses candidats aux prochaines législatives pour les présenter à la presse nationale. Pour M<sup>me</sup> Naïma Salhi, sa présidente, il s'agit aussi d'une rencontre en vue de booster le moral de «ses troupes», avant le lancement de la campagne électorale.**

**F.Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Les responsables du Parti de l'équité et de la proclamation ont réuni hier les candidats des différentes wilayas du pays en prévision de la campagne électorale et des élections législatives.

Le parti présentera 38 listes pour les prochaines élections. La campagne électorale sera lancée à partir de la wilaya de Tipasa, avant de se pour-

suite dans l'ouest du pays puis dans l'Est.

La présidente du parti exhortera les candidats prêts à aller à la rencontre des électeurs, d'être réalistes en présentant le programme du parti. Elle précisera que son parti présente un programme technique loin d'être littéraire.

Pour la présidente du PEP, son parti n'est ni un parti d'opposition ni un parti de soutien au gouverne-

ment. Elle précisera que les militants ambitionnent d'aller vers le changement. «Il y va de notre crédibilité, c'est le message que j'ai fait passer à nos candidats. Nous leur avons aussi dit d'aller vers la population dont ils doivent rester proches même après les élections s'ils sont élus. Ils devront notamment maintenir des permanences dans les quartiers et faire participer les citoyens», a déclaré Naïma Salhi. Les consignes du PEP, c'est aussi de prendre en considération la force des autres partis surtout ceux déjà rodés aux campagnes électorales.

Pour Naïma Salhi, les candidats doivent être à

l'écoute des citoyens. «Nous mettrons la pression sur les autorités pour régler les problèmes des citoyens, nous demanderons à nos candidats s'ils sont élus de frapper à toutes les portes des responsables», souligne la présidente du PEP. Cette dernière se présente comme tête de liste dans la wilaya d'Alger. Elle sera, selon ses déclarations, présente aussi au niveau des différents meetings qui seront organisés dans les autres wilayas du pays.

La présidente du PEP a souligné la préférence de son parti pour le système semi-présidentiel, le plus approprié, selon elle, pour l'Algérie.

F.-Z. B.